

J'en arrive maintenant au financement déficitaire. Après avoir exposé sa thèse sur la nécessité de restreindre la puissance d'achat, après s'en être même réclamé en partie pour maintenir les impôts, le ministre nous a parlé de l'aspect progressif de son programme. En d'autres termes, après nous avoir exprimé ses craintes au sujet d'un pouvoir d'achat trop considérable, le ministre nous dit nettement qu'il est prêt à l'acroître de beaucoup. C'est certainement souffler le chaud et le froid. La crainte de donner libre carrière à la faculté de dépenser est l'une des raisons de ne pas réduire les impôts; le ministre n'en songe pas moins, semble-t-il, s'il en arrive à une entente avec les provinces, à toute une série de projets dont la réalisation entraînera, d'après les chiffres qu'il a donnés à la conférence fédérale-provinciale, des dépenses annuelles de plusieurs centaines de millions de dollars. Un tel programme est manifestement impossible sans un fardeau d'impôts incroyablement lourd, sans doute plus lourd encore qu'il n'est à l'heure actuelle ou sans un mode de financement déficitaire de grande envergure.

Il semble que le ministre n'ait pas évolué seulement de l'ancienne pratique d'équilibrer le budget chaque année à celle de l'équilibre périodique, c'est-à-dire de l'équilibre ramené après un nombre d'années déterminé, non pas nécessairement chaque année, mais qu'il envisage le dernier pas de la nouvelle idéologie financière, soit celui du financement déficitaire indéfini. Envisager, surtout cette année où le revenu est élevé, d'autres découverts considérables, ajouté au déficit actuel et aux prêts et avances considérables que nous avons en perspective, c'est assez pour provoquer de sérieuses réflexions. Il résultera de là un accroissement des réserves déjà surabondantes de la monnaie sans augmentation notable des approvisionnements de denrées.

L'*Economist* de Londres écrit, à propos de la situation anglaise et des divers services sociaux et autres dépenses projetés:

Peut-être (le pays) peut-il se payer chacune de ces mesures prise en elle-même, mais il n'a pas les moyens de les prendre toutes. Voilà la question que le gouvernement actuel. . . semble ne pas vouloir poser ou au moins à laquelle il ne peut répondre.

Appliquant ces paroles au ministre, je lui demande s'il a songé à faire un tel calcul. Ou bien, estime-t-il que, d'après la théorie du financement à découvert, cela est inutile? Il est un point sur lequel je tiens à m'exprimer bien clairement. Je ne veux nullement laisser entendre que nous devrions lésiner en matière de services sociaux. Je veux simplement dire que si nous négligeons les précautions que le chancelier socialiste d'Angleterre prend lui-même, cela pourra être préjudiciable à tous, et surtout compromettre les services sociaux.

[M. Macdonnell.]

Mais, dira-t-on, le ministre des Finances doit sûrement s'opposer à l'inflation autant que quiconque, puisqu'il s'est à maintes reprises exprimé en ce sens, et nous pouvons assurément compter qu'il ne s'exposera pas à de tels risques. Il convient de dire, à ce propos, que le ministre a été acculé à une situation telle qu'il lui faut nécessairement prendre l'un ou l'autre de deux partis opposés. Favorise-t-il l'inflation ou la déflation? Les fonds dont il dispose sont-ils surabondants ou insuffisants? Dans les circonstances, il n'est pas surprenant qu'il nous ait présenté ce budget qui ménage la chèvre et le chou. Après nous avoir signalé les dangers de l'inflation, il a annoncé de vastes programmes productifs de revenus et fondés sur des emprunts, et en définitive il prend des mesures qui n'ont aucun sens véritable puisqu'elles ne seront pas applicables avant 1947.

A propos du financement à découvert considérons l'attitude de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Le chancelier socialiste à Londres, et le Secrétaire des Finances des Etats-Unis, qui favorise l'entreprise privée, sont d'accord quant à la nécessité d'équilibrer le budget et ils espèrent tous deux atteindre bientôt cet objectif.

J'aborderai maintenant la technique du financement à découvert. Tout dépend, naturellement, de la possibilité pour le gouvernement de contracter des emprunts presque illimités et de disposer des ressources du régime bancaire central pour soutenir le marché des valeurs. Il est essentiel que le prix des valeurs soit stable, car autrement un emprunt pourrait échouer.

Depuis plusieurs années cette méthode de financement à découvert a été maintenue, en partie par la création précisément à cette fin, de crédit bancaire additionnel. La création de ce crédit bancaire additionnel ne saurait résoudre aucun de nos problèmes. Elle ne fait que les ajourner et les multiplier. Je note que les dépôts bancaires s'accroissent à raison d'environ 1 p. 100 par mois au Canada. Cela représente environ 50 millions par mois. Il ressort des données publiées par le Bureau fédéral de la statistique qu'au cours des deux dernières années, c'est-à-dire de 1944 à 1946, ces dépôts ont augmenté d'environ deux milliards. Aucune augmentation correspondante de notre production n'est survenue, mais nos moyens de défense contre l'inflation s'affaiblissent d'une façon alarmante. La situation critique dans laquelle se trouvent les Etats-Unis à l'heure actuelle provient dans une large mesure de ce que nos voisins ont créé une puissance d'achat proportionnellement beaucoup plus élevée que la nôtre.

On semble croire qu'il est possible de persister indéfiniment dans cette voie. Je crains